

4. Samenvattend rooster tot bepaling van een globaal niveau van bundeling van de ondersteunende dienstverlening

	Dienst aankopen	Dienst human resources	3° de dienst onderhoudswerkzaamheden;	dienst informatica.	totaal
Werking.	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Resultaat op 20]
Management	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Resultaat op 20]
Competenties en vorming personeel	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Resultaat op 20]
Formalisering	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Resultaat op 20]
Middelen en budgetbeheer	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Niveau tussen 0 en 5]	[Resultaat op 20]
totaal	[Resultaat op 25]	[Resultaat op 25]	[Resultaat op 25]	[Resultaat op 25]	[Resultaat op 100]

5. Tabel van de overheidsopdrachten.

Overheidsopdracht of groep van overheidsopdrachten	Type (aanneming van werken, leveringen, diensten)	Gunningswijze	Bedrag	Datum van toewijzing
Overheidsopdrachten of groepen van overheidsopdrachten, afzonderlijk toegewezen door de gemeente in de loop van het voorgaande jaar;				
Overheidsopdrachten of groepen van overheidsopdrachten, afzonderlijk toegewezen door het OCMW in de loop van het voorgaande jaar				
Overheidsopdrachten of groepen van overheidsopdrachten, samen toegewezen door de gemeente in de loop van het voorgaande jaar;				
Overheidsopdracht of groep van overheidsopdrachten	Type (aanneming van werken, leveringen, diensten)	Gunningswijze	Begroot bedrag	Overwogen gunningsdatum
Overheidsopdrachten of groepen van overheidsopdrachten, afzonderlijk toegewezen door de gemeente en het OCMW en die in de toekomst samengevoegde overheidsopdrachten kunnen vormen.				

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2019 tot vaststelling van het canvas van het jaarlijks verslag over de samenwerkingsverbanden ter uitvoering van artikel L1122-11, lid 7, van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie

Namen, 28 maart 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202622]

4 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2007 concernant les transferts de déchets

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, les articles 14, 1° et 2°, modifié par les décrets des 11 mars 1999 et 21 décembre 2016, 23, § 2, modifié par les décrets des 22 mars 2007 et 23 juin 2016, 60 et 61;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2007 concernant les transferts de déchets;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 septembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 octobre 2018;

Vu le rapport du 24 septembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 1^{er} mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du pôle « Environnement », section « Déchets », donné le 16 novembre 2018;

Considérant la convention sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination, signée à Bâle le 22 mars 1989 et approuvée par la loi du 6 août 1993, les articles 4, 6 et 11;

Considérant la décision C(2001) 107/final du Conseil de l'OCDE, du 14 juin 2001, concernant la révision de la Décision C(92)39/final du Conseil de l'OCDE sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets destinés à des opérations de valorisation, afin d'harmoniser les listes de déchets avec la convention de Bâle et de réviser certaines autres exigences;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 7, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2007 concernant les transferts de déchets, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Un montant de 500 euros est imputé à l'exploitant de l'installation par l'autorité compétente, pour toute demande de pré-autorisation visée à l'article 14, § 1^{er}, du règlement. ».

Art. 2. Dans le même arrêté, sont insérés les articles 7/1 et 7/2, rédigés comme suit :

« Art. 7/1. § 1^{er}. L'autorité compétente visée à l'article 3 peut accorder une pré-autorisation, au sens de l'article 14, paragraphe 1^{er}, du règlement, aux installations spécifiques de valorisation dans le respect des critères suivants :

1° lors de l'examen de la demande, l'autorité compétente visée à l'article 3 tient compte des critères et recommandations visés à l'annexe 1^{re}, A;

2° l'installation respecte le critère visé à l'annexe 1^{re}, B;

3° l'exploitant de l'installation respecte les critères visés à l'annexe 1^{re}, C;

4° les opérations de traitement respectent les critères visés à l'annexe 1^{re}, D, et le canevas visé à l'annexe 1^{re}, E, 2°;

5° outre les éléments démontrant le respect des critères visés au présent article, le dossier de demande comporte les éléments visés à l'annexe 1^{re}, E.

La pré-autorisation est délivrée dans les mêmes délais d'examen que ceux applicables à la procédure de notification.

§ 2. La pré-autorisation est valable six ans. Néanmoins, sa validité ne peut pas dépasser la durée de validité du permis d'environnement de l'installation ou de l'acte qui en tient lieu.

Si les critères ou recommandations visés à l'annexe 1^{re}, A, B, C, D ou E ne sont plus respectés, la pré-autorisation peut être modifiée ou révoquée à tout moment, après qu'ait été donnée à l'exploitant la possibilité de faire valoir ses observations. En cas d'urgence, elle peut être suspendue, modifiée ou révoquée sans délai. Dans les trois mois de la disparition de l'élément générateur de la suspension, l'autorité compétente statue sur sa levée.

L'autorité compétente visée à l'article 3 constate d'office que la pré-autorisation est devenue caduque en cas de cessation d'activité de l'installation concernée, en cas de faillite ou de mise en liquidation de l'exploitant.

La pré-autorisation est transférable si les critères ou recommandations visés à l'annexe 1^{re}, A, B, C, D ou E sont respectés par le nouvel exploitant et moyennant information de l'autorité compétente et confirmation par le nouvel exploitant de la prise de connaissance des conditions applicables à l'exploitation. Elle vise uniquement l'installation de valorisation. Lors de l'information de l'autorité compétente, le nouvel exploitant fournit à l'autorité compétente les documents permettant d'attester le respect des conditions visées à l'annexe 1^{re}, C au plus tard dans les 30 jours suivant la reprise de l'activité par le nouvel exploitant. A défaut, la pré-autorisation est réputée révoquée.

Art. 7/2. Sans préjudice des dispositions prescrivant une conservation plus étendue, les documents de suivi visés aux articles 15, 16 et 18 du règlement, ou leur copie, sont conservés pendant au moins cinq ans par le notifiant, la personne qui organise le transfert, le destinataire et l'installation recevant les déchets. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 1^{re}, qui est jointe en annexe au présent arrêté.

Art. 4. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Annexe

« Annexe 1^{re} à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2007 concernant les transferts de déchets.

Critères minimaux à respecter en matière de pré-autorisation visée à l'article 14.1 du règlement 1013/2006.

A. Critères fixés ou recommandés au niveau international ou européen

L'autorité compétente tient compte, pour délivrer une pré-autorisation :

1^o des dispositions en la matière, reprises dans le Manuel d'application pour le contrôle des mouvements transfrontières de déchets recyclables, publié par l'OCDE en 2009, ou dans les documents qui pourraient le remplacer;

2^o des autres guides et recommandations adoptés par les organes de la Convention de Bâle, par l'OCDE, par la Commission européenne et par les Correspondants visés aux articles 54 et 57 du règlement;

3^o de la hiérarchie de traitement de déchets, du principe d'autosuffisance et de proximité.

B. Critère lié à l'installation

L'installation dispose de l'ensemble des permis et autorisations requis et en respecte l'ensemble des conditions, notamment les meilleures techniques disponibles, définies par l'article 1^{er}, 19^o, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

C. Critères liés à l'exploitant de l'installation

1^o L'exploitant est ressortissant ou constitué conformément à la législation d'un état membre de l'Union européenne.

2^o L'exploitant dispose de l'ensemble des autorisations requises et en respecte l'ensemble des conditions.

3^o L'exploitant, le cas échéant, les membres de ses organes de gestion et les membres de son personnel responsable en matière de déchets :

a) ne peuvent pas avoir été condamnés par un jugement coulé en force de chose jugée pour une infraction au règlement, à la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, à la loi du 9 juillet 1984 concernant le transit de déchets, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, aux réglementations que ces actes ont remplacées, à leurs arrêtés d'exécution réglementaires ou à portée individuelle, ainsi qu'à toutes autres réglementations équivalentes au sein de l'Union européenne;

b) ne peuvent pas, au cours des cinq dernières années, avoir fait l'objet d'une mesure coercitive, notamment une fermeture d'office ou un ordre de cessation, d'une transaction pénale ou d'une sanction, même assortie d'un sursis ou d'une suspension du prononcé, adoptée par une autorité administrative ou judiciaire pour infraction aux dispositions visées au a);

c) ne peuvent pas faire l'objet d'une procédure en cours, pénale ou administrative, initiée par un procès-verbal auquel la législation confère foi jusqu'à preuve du contraire, pour infraction aux dispositions visées au a).

D. Critères liés aux opérations de traitement

1^o L'opération de traitement concernée a lieu avec régularité et à bonnes fins depuis au moins trois ans.

2^o L'opération de traitement concernée ainsi que la quantité et la nature des matières qui en sont issues sont décrites.

3^o Le déchet concerné est précisément connu, notamment par son code au sens de l'annexe IV du règlement et par les autres éléments de classification repris en cases 12 à 14 de l'annexe IA du règlement. Les codes génériques sont uniquement admis s'ils sont accompagnés de l'indication précise et spécifique du déchet concerné.

4^o En ce qui concerne les opérations intermédiaires, la pré-autorisation est, en outre, uniquement envisageable si l'opération intermédiaire ne se limite pas à un simple stockage, ni un simple transit.

E. Autres éléments à joindre à la demande

1^o Le demandeur fait connaître dans sa demande les situations visées dans la présente annexe, C, 3^o, dont il a connaissance, même partiellement. Il fournit pour ce faire une attestation signée par lui ou par son mandataire, accompagnée des extraits de casier judiciaire requis.

2^o Est joint à la demande, un canevas complet et structuré, qui est à reprendre systématiquement dans les dossiers individuels de notification de transferts transfrontaliers de déchet sous-jacents. Ce canevas est annexé à la décision de pré-autorisation. Les dossiers individuels pour lesquels ce canevas n'est pas directement et immédiatement identifiable comme tel, est altéré ou est incomplet, ne sont pas admissibles à bénéficier de la pré-autorisation. Sauf justification adéquate, ce canevas reprend au moins les éléments suivants de l'annexe II du règlement 1013/2006 : partie 1, points 5, 16 (l'inventaire détaillé qui est requis le cas échéant n'est pas obligatoire dans le canevas mais est alors fourni dans les dossiers individuels), 19, 20, et partie 3, points 1, 7, 8 et 9. A défaut de canevas décrit dans le règlement, l'autorité compétente produit un canevas et le publie sur le portail environnement de Wallonie. A défaut de canevas produit par l'autorité compétente, le canevas est proposé par le demandeur. ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2007 concernant les transferts de déchets.

Namur, le 4 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202622]

4. APRIL 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2007 über die Verbringung von Abfällen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 14 Ziffern 1 und 2, abgeändert durch die Dekrete vom 11. März 1999 und 21. Dezember 2016, 23 § 2, abgeändert durch die Dekrete vom 22. März 2007 und vom 23. Juni 2016, 60 und 61;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2007 über die Verbringung von Abfällen;

Aufgrund der am 14. September 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 18. Oktober 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 24. September 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, der am 1. März 2019 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat beim Staatsrat eingereicht wurde;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der am 16. November 2018 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Umwelt", Abteilung "Abfälle";

In Erwägung des am 22. März 1989 in Basel unterzeichneten und durch das Gesetz vom 6. August 1993 gebilligten Übereinkommens über die Kontrolle der grenzüberschreitenden Verbringung von gefährlichen Abfällen und ihrer Entsorgung, Artikel 4, 6 und 11;

In Erwägung des Beschlusses C(2001)107 endg. des OECD-Rates vom 14. Juni 2001 zur Änderung des Beschlusses C(92)39 endg. des OECD-Rates über die Kontrolle der grenzüberschreitenden Verbringung von zur Verwertung bestimmten Abfällen mit dem Ziel, die Abfalllisten mit dem Basler Übereinkommen in Einklang zu bringen und bestimmte andere Anforderungen zu ändern;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 7 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2007 über die Verbringung von Abfällen wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Dem Anlagebetreiber wird von der zuständigen Behörde ein Betrag von 500 Euro für jeden Antrag auf Vorabzustimmung im Sinne von Artikel 14 § 1 der Verordnung angerechnet."

Art. 2 - In denselben Erlass werden die Artikel 7/1 und 7/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 7/1 - § 1. Die zuständige Behörde nach Artikel 3 darf unter Einhaltung der folgenden Kriterien den speziellen Verwertungsanlagen eine Vorabzustimmung im Sinne von Artikel 14 § 1 der Verordnung erteilen:

1° bei der Prüfung des Antrags berücksichtigt die zuständige Behörde nach Artikel 3 die Kriterien und Empfehlungen in Anhang 1 Buchstabe A;

2° die Anlage hält das Kriterium in Anhang 1 Buchstabe B ein;

3° der Anlagebetreiber hält die Kriterien in Anhang 1 Buchstabe C ein;

4° die Behandlungsvorgänge halten die Kriterien in Anhang 1 Buchstabe D und das in Anhang 1 Buchstabe E Ziffer 2 genannte Schema ein;

5° neben den Elementen zum Nachweis der Einhaltung der im vorliegenden Artikel genannten Kriterien umfasst die Antragsakte die Elemente in Anhang 1 Buchstabe E.

Die Vorabzustimmung wird unter Einhaltung derselben Prüfungsfristen wie für das Notifizierungsverfahren erteilt.

§ 2. Die Vorabzustimmung ist sechs Jahre gültig. Ihre Gültigkeit darf jedoch die Gültigkeitsdauer der Umweltgenehmigung für die Anlage oder des sie ersetzenden Rechtaktes nicht überschreiten.

Sind die Kriterien oder Empfehlungen in Anhang 1 Buchstaben A, B, C, D oder E nicht mehr eingehalten, so kann die Vorabzustimmung jederzeit geändert oder widerrufen werden, nachdem dem Betreiber die Möglichkeit gegeben worden ist, seine Bemerkungen geltend zu machen. In dringenden Fällen kann sie unverzüglich ausgesetzt, geändert oder widerrufen werden. Binnen drei Monaten ab dem Verschwinden des die Aussetzung auslösenden Ereignisses befindet die zuständige Behörde über die Aufhebung Letzterer.

Falls die betroffene Anlage ihre Tätigkeit einstellt, der Betreiber sich in Konkurs befindet oder in Liquidation gesetzt wird, stellt die in Artikel 3 genannte zuständige Behörde von Rechts wegen fest, dass die Vorabzustimmung hinfällig geworden ist.

Die Vorabzustimmung ist übertragbar, wenn die Kriterien oder Empfehlungen in Anhang 1 Buchstaben A, B, C, D oder E vom neuen Betreiber eingehalten werden und vorausgesetzt, die zuständige Behörde wird informiert und der neue Betreiber bestätigt, dass er die auf den Betrieb anwendbaren Bedingungen zur Kenntnis genommen hat. Sie bezieht sich ausschließlich auf die Verwertungsanlage. Bei der Information der zuständigen Behörde stellt der neue Betreiber der zuständigen Behörde die Dokumente zur Verfügung, durch die bescheinigt werden kann, dass die Bedingungen in Anhang 1 Buchstabe C spätestens innerhalb von 30 Tagen nach der Übernahme der Tätigkeit durch den neuen Betreiber eingehalten werden. Ist es nicht der Fall, so gilt die Vorabzustimmung als widerrufen.

Art. 7/2 - Unbeschadet der Bestimmungen, in denen eine längere Aufbewahrung vorgeschrieben wird, werden die in den Artikeln 15, 16 und 18 der Verordnung genannten Begleitdokumente oder ihre Abschriften vom Notifizierenden, von der Person, die die Verbringung veranlasst, vom Empfänger und von der Anlage, die die Abfälle erhält, für eine Dauer von mindestens fünf Jahren aufbewahrt.“.

Art. 3 - In denselben Erlass wird ein Anhang 1 eingefügt, die dem vorliegenden Erlass als Anhang beigefügt wird.

Art. 4 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. April 2019

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

Anhang

„Anhang 1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2007 über die Verbringung von Abfällen

Mindestkriterien, die im Zusammenhang mit der Vorabzustimmung nach Artikel 14.1 der Verordnung 1013/2006 einzuhalten sind

A. Auf internationaler oder europäischer Ebene festgelegte bzw. empfohlene Kriterien

Für die Erteilung einer Vorabzustimmung berücksichtigt die zuständige Behörde:

1° die einschlägigen Bestimmungen, die in den 2009 von der OECD veröffentlichten Leitlinien für die Kontrolle der grenzüberschreitenden Verbringung von recyclingfähigen Abfällen oder in den Dokumenten, die sie ersetzen könnten, aufgenommen sind;

2° die weiteren Leitlinien und Empfehlungen, die von den Organen des Basler Übereinkommens, der OECD, der Europäischen Kommission und den Anlaufstellen nach Artikel 54 und 57 der Verordnung angenommen wurden;

3° die Hierarchie der Abfallbehandlungen, den Grundsatz der Entsorgungsautarkie und der Nähe.

B. Kriterium in Bezug auf die Anlage

Die Anlage verfügt über sämtliche erforderlichen Genehmigungen und Zulassungen und hält deren gesamten Bedingungen ein, insbesondere was die besten verfügbaren Techniken im Sinne von Artikel 1 Ziffer 19 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung betrifft.

C. Kriterien in Bezug auf den Anlagebetreiber

1° Der Betreiber ist Staatsangehöriger eines EU-Mitgliedstaates oder nach dem Recht eines EU-Mitgliedstaates gegründet worden.

2° Der Betreiber verfügt über sämtliche erforderliche Zulassungen und hält deren gesamten Bedingungen ein.

3° Der Betreiber, ggf. die Mitglieder seiner Verwaltungsorgane und seine für Abfälle zuständigen Personalmitglieder:

a) dürfen nicht rechtskräftig verurteilt worden sein wegen eines Verstoßes gegen die Verordnung, gegen das Gesetz vom 22. Juli 1974 über giftige Abfälle, gegen das Gesetz vom 9. Juli 1984 über die Durchfuhr von Abfällen, gegen das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, gegen das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, gegen die Regelungen, an deren Stelle diese Rechtsakte getreten sind, gegen ihre verordnungsrechtlichen oder einzelfallbezogenen Durchführungserlasse, sowie gegen jede andere entsprechende Regelung innerhalb der Europäischen Union;

b) dürfen im Laufe der letzten fünf Jahre nicht Gegenstand einer Zwangsmaßnahme, insbesondere eine Schließung von Amts wegen oder eine Unterlassungsanordnung, eines Strafvergleichs oder einer Strafe gewesen sein, die von einer Verwaltungs- oder Gerichtsbehörde wegen eines Verstoßes gegen die unter Buchstabe a) genannten Bestimmungen verhängt worden ist, auch mit Aufschub oder Aussetzung der Verkündung;

c) dürfen nicht Gegenstand eines laufenden straf- oder verwaltungsrechtlichen Verfahrens wegen eines Verstoßes gegen die unter Buchstabe a) genannten Bestimmungen sein, eingeleitet aufgrund eines Protokolls, das nach den rechtlichen Vorschriften Beweiskraft bis zum Beweis des Gegenteils hat.

D. Kriterien in Bezug auf die Behandlungsvorgänge

1° Der betreffende Behandlungsvorgang findet seit mindestens drei Jahren regelmäßig und zielführend statt.

2° Der betreffende Behandlungsvorgang sowie die Menge und Art der daraus entstandenen Stoffe werden beschrieben.

3° Der betreffende Abfall ist insbesondere durch seinen Code im Sinne von Anhang IV der Verordnung und durch die anderen Einstufungselemente, die in den Kästchen 12 bis 14 von Anhang IA der Verordnung aufgenommen sind, genau bekannt. Generische Codes sind nur zulässig, wenn sie zusammen mit der genauen und spezifischen Angabe des betroffenen Abfalls angeführt sind.

4° Was die vorläufigen Vorgänge betrifft, darf die Vorabzustimmung zudem nur dann in Betracht gezogen werden, wenn sich der vorläufige Vorgang weder auf eine einfache Lagerung noch auf eine einfache Durchfuhr beschränkt.

E. Andere dem Antrag beizufügende Elemente

1° Der Antragsteller gibt in seinem Antrag die im vorliegenden Anhang Buchstabe C Ziffer 3 genannten Situationen bekannt, von denen er (auch nur teilweise) Kenntnis hat. Zu diesem Zweck legt er zusammen mit den erforderlichen Auszügen aus dem Strafregister eine von ihm bzw. von seinem Bevollmächtigten unterzeichnete Bescheinigung vor.

2° Dem Antrag wird ein vollständiges und strukturiertes Schema beigelegt, das in die zugrunde liegenden individuellen Akten zur Notifizierung von grenzüberschreitenden Verbringungen systematisch aufzunehmen ist. Dieses Schema wird dem Vorabzustimmungsbeschluss als Anhang beigelegt. Die individuellen Akten, für die dieses Schema nicht direkt und unmittelbar als solches identifiziert werden kann, Änderungen unterlag oder nicht vollständig ist, kommen nicht in Betracht für die Gewährung der Vorabzustimmung. Außer wenn dies angemessen gerechtfertigt ist, umfasst dieses Schema die nachstehenden Elemente aus Anhang II der Verordnung Nr. 1013/2006: Teil 1 Punkt 5 Ziffern 16 (das detaillierte Verzeichnis, das ggf. erforderlich ist, muss nicht unbedingt im Schema enthalten sein, in diesem Fall jedoch als Unterlage in den individuellen Akten übermittelt werden), 19 und 20, sowie Teil 3 Punkte 1, 7, 8 und 9. Liegt das in der Verordnung beschriebene Schema nicht vor, so erstellt die zuständige Behörde ein Schema und veröffentlicht es auf dem Umweltportal der Wallonie. Ist kein Schema von der zuständigen Behörde erstellt worden, so wird das Schema vom Antragsteller vorgelegt.“

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2007 über die Verbringung von Abfällen als Anhang beigelegt zu werden.

Namur, den 4. April 2019

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202622]

4 APRIL 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2007 betreffende de overbrenging van afvalstoffen

De Waalse Regering,

Gelet op verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en van de Raad van 14 juni 2006 betreffende de overbrenging van afvalstoffen;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 14, 1° en 2°, gewijzigd bij de decreten van 11 maart 1999 en 21 december 2016, 23, § 2, gewijzigd bij de decreten van 22 maart 2007 en 23 juni 2016, 60 en 61;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2007 betreffende de overbrenging van afvalstoffen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 september 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 oktober 2018;

Gelet op het rapport van 24 september 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 1 maart 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Leefmilieu", afdeling « Afvalstoffen », gegeven op 16 november 2018;

Gelet op het Verdrag inzake de beheersing van de grensoverschrijdende overbrenging van gevaarlijke afvalstoffen en de verwijdering ervan, ondertekend te Bazel op 22 maart 1989 en goedgekeurd bij de wet van 6 augustus 1993, artikelen 4, 6 en 11;

Gelet op Besluit C(2001) 107 def. van de OESO-Raad van 14 juni 2001 inzake de herziening van Besluit C(92)39 def. van de OESO-Raad betreffende het toezicht op de grensoverschrijdende overbrenging van afvalstoffen bestemd voor handelingen ter nuttige toepassing, teneinde de lijsten van afvalstoffen in overeenstemming te brengen met het Verdrag van Bazel en bepaalde andere voorschriften te herzien;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 7, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2007 betreffende de overbrenging van afvalstoffen wordt aangevuld met volgend lid, luidend als volgt :

« Een bedrag van 500 euro wordt door de bevoegde autoriteit aan de exploitant van de installatie opgelegd voor elke aanvraag voor een voorafgaande vergunning als bedoeld in artikel 14, § 1, van de verordening. ».

Art. 2. In hetzelfde besluit worden artikelen 7/1 en 7/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 7/1. § 1. De in artikel 3 bedoelde bevoegde autoriteit kan een voorafgaande vergunning in de zin van artikel 14, paragraaf 1, van de verordening, aan de specifieke inrichtingen voor nuttige toepassing verlenen, met inachtneming van de volgende criteria :

1° de in artikel 3 bedoelde bevoegde autoriteit houdt bij de behandeling van de aanvraag rekening met de in bijlage 1, A, bedoelde criteria en aanbevelingen;

2° wat de inrichting betreft wordt het in bijlage 1, B, bedoelde criterium nageleefd;

3° de exploitant van de inrichting neemt de in bijlage 1, C, bedoelde criteria in acht;

4° bij de verwerkingshandelingen worden de in bijlage 1, D, bedoelde criteria en het in bijlage 1, E, 2°, bedoelde kader in acht genomen;

5° naast de elementen waaruit blijkt dat de criteria bedoeld in dit artikel nageleefd worden, bevat het aanvraagdossier de in bijlage 1, E, bedoelde elementen.

De voorafgaande vergunning wordt binnen dezelfde onderzoekstermijnen toegekend als die van toepassing op de kennisgevingsprocedure.

§ 2. De voorafgaande vergunning is geldig voor een termijn van zes jaar. De geldigheidsduur daarvan mag echter niet langer zijn dan de geldigheidsduur van de milieuvergunning van de inrichting of van de akte zelf.

Indien de criteria of aanbevelingen bedoeld in bijlage 1, A, B, C, D of E niet langer in acht genomen worden kan de voorafgaande vergunning op elk moment gewijzigd of ingetrokken worden, nadat de exploitant in de gelegenheid gesteld is zijn opmerkingen te laten gelden. In geval van nood kan ze onmiddellijk opgeschort, gewijzigd of ingetrokken worden. Binnen drie maanden na het verdwijnen van het element dat de schorsing veroorzaakt heeft, beslist de bevoegde autoriteit over de eventuele opheffing ervan.

De in artikel 3 bedoelde bevoegde autoriteit stelt van ambtswege vast dat de voorafgaande vergunning vervallen is in geval van stopzetting van de activiteiten van de betrokken inrichting, in geval van faillissement of vereffening van de exploitant.

De voorafgaande vergunning is overdraagbaar indien de nieuwe exploitant aan de in bijlage 1, A, B, C, D of E bedoelde criteria of aanbevelingen voldoet en indien de nieuwe exploitant de bevoegde autoriteit daarvan in kennis stelt en hij bevestigt dat hij de voorwaarden van toepassing op het bedrijf kent. Dit betreft enkel de inrichting voor nuttige toepassing. Wanneer de nieuwe exploitant de bevoegde autoriteit in kennis stelt, verstrekt hij haar de documenten waaruit blijkt dat aan de in bijlage 1, C, genoemde voorwaarden voldaan is, uiterlijk 30 dagen na de hervatting van de activiteiten door de nieuwe exploitant. Bij gebreke daarvan wordt de voorafgaande vergunning ingetrokken geacht.

Art. 7/2. Onverminderd de bepalingen die een meer uitgebreide bewaring voorschrijven, worden de in artikelen 15, 16 en 18 van de verordening bedoelde opvolgingsdocumenten, of afschriften daarvan, gedurende ten minste vijf jaar bewaard door de kennisgever, de persoon belast met het organiseren van de overbrenging, de bestemming en de inrichting die de afvalstoffen ontvangt. ».

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een bijlage 1 ingevoegd, die als bijlage bij dit besluit gevoegd wordt.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 april 2019.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

Bijlage

« Bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2007 betreffende de overbrenging van afvalstoffen.

Minimale criteria in acht te nemen inzake voorafgaande vergunning bedoeld in artikel 14.1 van Verordening 1013/2006.

A. Vastgestelde of aanbevolen criteria op internationaal of Europees niveau

Om een voorafgaande vergunning toe te kennen houdt de bevoegde autoriteit rekening met wat volgt :

1° de bepalingen terzake, uiteengezet in de Uitvoeringshandleiding van de OESO van 2009 voor de controle op de grensoverschrijdende overbrenging van recycleerbaar afval, of de documenten die die zouden kunnen vervangen;

2° de andere handleidingen en aanbevelingen aangenomen door de instellingen van het Verdrag van Bazel, de OESO, de Europese Commissie en door de correspondenten bedoeld in de artikelen 54 en 57 van de verordening;

3° de hiërarchie met betrekking tot de afvalverwerking, het beginsel van zelfvoorziening en nabijheid.

B. Criterium met betrekking tot de inrichting

De inrichting beschikt over alle vereiste vergunningen en machtigingen en voldoet aan alle voorwaarden, met name de beste beschikbare technieken, bepaald in artikel 1, 19°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

C. Criteria met betrekking tot de exploitant van de inrichting

1° De exploitant is een onderdaan van een Lidstaat van de Europese Unie of is opgericht overeenkomstig de wetgeving van een Lidstaat van de Europese Unie.

2° De exploitant beschikt over alle nodige vergunningen en voldoet aan alle voorwaarden.

3° De exploitant, in voorkomend geval de leden van diens beheersorganen en de leden van diens personeel verantwoordelijk inzake afval :

a) mogen niet veroordeeld zijn geweest door een vonnis dat in kracht van gewijsde getreden is voor een inbreuk op de verordening, op de wet van 22 juli 1974 betreffende toxische afvalstoffen, de wet van 9 juli 1984 betreffende de doorvoer van afvalstoffen, op het decreet van 27 juni 1996 betreffende afvalstoffen, op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, op de regelgevingen die door deze akten vervangen zijn, op de reglementaire uitvoeringsbesluiten ervan of uitvoeringsbesluiten met individuele strekking, en op alle andere gelijkwaardige regelgevingen binnen de Europese Unie;

b) mogen gedurende de laatste vijf jaar niet het voorwerp zijn geweest van een dwangmaatregel, met name een sluiting van ambtswege of een bevel tot stopzetting, een strafrechtelijke transactie of een sanctie, zelfs niet in combinatie met een uitstel of een schorsing van de uitspraak, die door een administratieve of gerechtelijke autoriteit opgelegd is wegens schending van de onder a) bedoelde bepalingen;

c) mogen niet het voorwerp uitmaken van een lopende strafrechtelijke of administratieve procedure, ingeleid door een proces-verbaal waaraan de wetgeving de bewijskracht verleent totdat het tegendeel bewezen is, wegens schending van de onder a) bedoelde bepalingen.

D. Criteria met betrekking tot de verwerkingshandelingen

1° De betrokken verwerkingshandeling gebeurt regelmatig en naar behoren sinds minstens drie jaar.

2° De betrokken verwerkingshandeling alsook de hoeveelheid en de aard van de daarvan afgeleide stoffen worden beschreven.

3° De betrokken afvalstof is nauwkeurig bekend, met name door diens code in de zin van bijlage IV van de verordening en door de andere indelingselementen die in de vakken 12 tot 14 van bijlage IA van de verordening vermeld zijn. Generieke codes worden enkel toegestaan indien zij vergezeld gaan van de nauwkeurige en specifieke vermelding van de betrokken afvalstof.

4° In het geval van intermediaire handelingen is de voorafgaande vergunning bovendien enkel mogelijk als de intermediaire handeling niet beperkt is tot een eenvoudige opslag of doorvoer.

E. Andere elementen die bij de aanvraag gevoegd moeten worden

1° In zijn aanvraag moet de aanvrager de in deze bijlage, C, 3°, bedoelde situaties vermelden waarvan hij, zelfs gedeeltelijk, kennis heeft. Daartoe verstrekt hij een door hem of zijn mandataris ondertekend attest, vergezeld van de vereiste uittreksels uit het strafregister.

2° De aanvraag gaat vergezeld van een volledig en gestructureerd kader, dat systematisch opgenomen dient te worden in de afzonderlijke kennisgevingsdossiers van grensoverschrijdende overbrengingen van onderliggende afvalstoffen. Dit schema wordt bij de beslissing tot voorafgaande vergunning gevoegd. De afzonderlijke dossiers waarvoor dit schema niet rechtstreeks en onmiddellijk als zodanig herkenbaar is, gewijzigd of onvolledig is, komen niet in aanmerking voor de voorafgaande vergunning. Behoudens een gepaste rechtvaardiging bevat dit kader ten minste de volgende elementen van bijlage II bij Verordening nr. 1013/2006 : deel 1, punten 5, 16 (de gedetailleerde inventaris die in voorkomend geval vereist is, is niet verplicht in het kader, maar wordt dan in de afzonderlijke dossiers verstrekt), 19, 20, en deel 3, punten 1, 7, 8 en 9. Bij gebrek aan een kader zoals beschreven in de verordening, stelt de bevoegde autoriteit een kader op en maakt het op het Waalse milieuportaal bekend. Indien de bevoegde autoriteit geen kader opgesteld heeft, wordt het kader door de aanvrager voorgesteld.”.

Gezien om te worden gevoegd bij het Besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2007 betreffende de overbrenging van afvalstoffen.

Namen, 4 april 2019.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO